

TD 3 : Débat n°1 (pour apprendre à argumenter)*

Thème : Les limites de la croissance

Décroissance versus développement durable (ou comment sauver la planète ?)

Document 1 : L'impact de la croissance sur l'environnement

L'économiste américain Simon Kuznets pensait que la **croissance** économique contribuait à **augmenter les inégalités** sociales et les **dégâts écologiques** dans un premier temps, mais qu'ensuite elle créait les conditions d'un **progrès social** et **environnemental** continu. Un **optimisme démenti** par les faits depuis vingt ans, n'en déplaît à ceux qui pensent, comme le président George Bush, qu'en matière d'environnement "*la croissance n'est pas le problème, c'est la solution*". Or, la possibilité d'une **croissance durable**, respectueuse de l'environnement, issue d'autres choix de production, de consommation et de techniques, est aujourd'hui **contestée** par les partisans de la **décroissance**. Bilan des thèses en présence.

1. Empreinte écologique et croissance

L'évaluation de l'impact environnemental de la croissance est délicate, notamment parce que cet impact est multidimensionnel: émissions de gaz à effet de serre (principaux responsables du réchauffement climatique), épuisement des ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz et autres), épuisement par surexploitation des ressources renouvelables (terres arables, forêts, zones de pêche, eau...), pollutions chimiques des sols et de l'eau, pollutions de l'air, fragilisation des écosystèmes, couche d'ozone... Pour simplifier l'analyse, on utilisera un indicateur de pression humaine sur l'environnement: l'empreinte écologique. Cet indicateur, qui porte uniquement sur les ressources renouvelables, agrège certains de ces impacts.

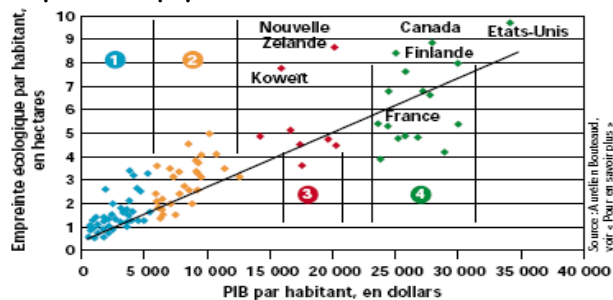
Nous avons en commun avec les tribus primitives le fait que notre consommation exploite directement ou indirectement un "territoire" de la planète. L'empreinte écologique d'une population représente la surface de la planète (exprimée en hectares) dont cette population dépend compte tenu de ce qu'elle consomme. Les principales surfaces concernées sont dédiées à l'agriculture, à la sylviculture, à la pêche, aux terrains construits et aux forêts capables de recycler les émissions de CO₂. Un hectare de forêt nouvellement planté peut "séquestrer" deux tonnes de carbone (1) par an, soit à peu près les émissions moyennes d'un Français. On peut calculer cette empreinte pour un seul individu comme pour l'ensemble de la population de la planète, et par grands postes de la consommation. Par exemple, la consommation alimentaire annuelle moyenne d'un Français exige 1,6 ha dans le monde. Son empreinte totale (alimentation, logement, transports, autres biens et services) est de 5,3 ha. Pour un Américain, on obtient 9,7 ha, record du monde.

Comment évaluer l'impact de la croissance sur l'empreinte écologique d'un pays ? Deux méthodes complémentaires sont possibles. Une première consiste à croiser, pour une année donnée, le niveau du produit intérieur brut (PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat , et l'empreinte écologique par habitant, en hectares globaux (*). On obtient (voir graphique page 71) une très forte corrélation linéaire. L'empreinte augmente nettement avec le PIB par habitant: 5 000 dollars de plus de PIB par habitant demandent environ un hectare de plus par personne.

Or, quelle est l'empreinte par personne "supportable" par la planète aujourd'hui ? Elle était de 2,9 ha en 1970 et ne cesse de diminuer sous l'effet de la progression de la population, de la régression des terres labourables, des forêts, des ressources des zones de pêche, etc. Elle est passée à 2 hectares en 1990 et n'était plus que de 1,8 ha en 2001. Si tous les habitants de la planète avaient le mode de vie des Américains, il faudrait 5,3 planètes pour y faire face. Si tous avaient le niveau de vie moyen des Français, il en faudrait encore près de trois. Quant à l'ensemble de l'humanité, elle s'est mise vers 1980 à consommer et à rejeter davantage de ressources que ce que la planète peut régénérer. Nous en sommes aujourd'hui à 1,2 planète.

Une seconde méthode pour étudier l'impact de la croissance sur l'empreinte écologique consiste à raisonner au cours du temps. C'est très différent de la première méthode, pour de nombreuses raisons: la population varie, tout comme les surfaces disponibles et leur bioproduktivité (*). Et surtout, il est possible que les hommes inventent des façons de produire et de consommer moins prédatrices de ressources naturelles par unité produite et consommée, ce que l'on constate en moyenne. Ainsi, au cours du temps, l'empreinte écologique par personne augmente moins vite que le PIB par habitant. Elle s'est même stabilisée (à un niveau insoutenable) en Allemagne depuis vingt ans, en France depuis dix ans, et dans le monde depuis quinze ans. Mais, même dans ce cas, l'empreinte totale augmente en proportion de la population.

Empreinte écologique et PIB par habitant pour 128 pays en 2000 :



- 1 Inde, Chine, Nigeria, Bangladesh, Ghana...
- 2 Afrique du Sud, Brésil, Chili, Mexique, Turquie, Uruguay, Russie...
- 3 Grèce, Portugal, Espagne, Israël...
- 4 Europe de l'Ouest et du Nord, Italie, Japon, Canada, Australie...

Le tableau ci-contre mentionne la biocapacité (*) disponible du territoire français. L'écart entre empreinte et biocapacité indique la surface que les Français "empruntent" aux autres territoires du monde, principalement au Sud, et le plus souvent gratuitement (pour l'instant, on ne paie pas pour que les forêts du monde absorbent le CO2 émis en France). Le déficit (ou dette écologique) total de la France, ainsi évalué, a doublé depuis 1961: il représentait 83 % de la production écologique nationale en 1999, contre 51 % en 1961. La dette écologique du Nord par rapport au Sud est donc énorme, et elle progresse.

L'empreinte écologique de la France augmente :

En millions d'hectares globaux (Mhg)					
	1961	1971	1981	1991	1999
Population (en millions)	46,3	51,2	54,1	57,0	58,9
Empreinte totale (1)	209,0	247,0	255,0	302,0	310,0
Biocapacité totale (2)	138,0	140,0	138,0	165,0	169,0
Déficit total (2 - 1)	- 71,0	- 107,0	- 117,0	- 137,0	- 140,0
Empreinte/habitant (en hg)	4,5	4,8	4,7	5,3	5,3

Source : WWF-France

2. Une décroissance inévitable?

Les pauvres seront, et sont déjà, aux premières lignes des dérèglements des écosystèmes, comme le montre l'exemple du climat. Selon les institutions scientifiques les plus sérieuses, au-delà d'un réchauffement de 2 degrés par rapport à l'époque préindustrielle, des catastrophes humaines mondiales sont prévisibles. Et elles seront bien plus graves que celles qui ont commencé à se manifester: sécheresses, inondations et tempêtes, élévation du niveau des mers, etc. On est actuellement à 1 degré de plus, et comme les effets des émissions passées se font sentir durablement, on atteindra 1,5 degré vers 2030. Au cours du XXI^e siècle, si les tendances actuelles ne sont pas inversées, le réchauffement sera compris entre 2 et 6 degrés, sans même évoquer des scénarios plus pessimistes, mais non dénués de fondements.

Or, on estime que 90 % des personnes concernées par les désastres "naturels" liés au réchauffement habitent dans des pays ou des régions pauvres qui dépendent le plus des aléas du climat. Selon la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, le nombre de personnes gravement affectées par de telles catastrophes est passé de 740 millions dans les années 70 à plus de 2 milliards dans les années 90. Les pertes économiques correspondantes seraient passées de 131 milliards à 629 milliards de dollars, soit l'équivalent de près de dix ans d'aide publique au développement. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), le coût du réchauffement climatique double tous les dix ans. Selon d'autres estimations, les pertes économiques de ce type devraient dépasser le PIB mondial au cours des années 2060 ! Calculs contestables sans doute, mais guère plus que ceux de l'économie usuelle.

La limite des 500 kilos de carbone Certains chiffres devraient être enseignés dans les écoles et diffusés quotidiennement dans les médias. La planète (océans et végétation, dont les forêts) peut actuellement recycler un peu plus de 3 milliards de tonnes de carbone par an, chiffre qui diminue avec la déforestation. La population mondiale est de 6,5 milliards. Pour stabiliser le réchauffement climatique à terme, il est donc impératif que les émissions annuelles par personne n'excèdent pas 500 kilos, deux fois moins que la moyenne mondiale actuelle, douze fois moins qu'aux Etats-Unis et quatre fois moins qu'en France (mais c'est grâce au nucléaire, qui pose d'autres problèmes). Les Chinois en sont déjà à 850 kilos. Avec 400 kilos, les Indiens ont encore un peu de marge. Le Bangladesh ou l'Afrique subsaharienne sont loin derrière. Et si, comme le prévoit l'ONU, la population mondiale se stabilise à 9 milliards d'habitants en 2050, les 500 kilos deviendront 350. A l'inverse, ce seuil pourrait être un peu relevé si des techniques d'enfouissement du carbone s'avéraient écologiquement et économiquement viables, ce qui est incertain.

Or, que peut-on se permettre avec une contrainte de 500 kilos de carbone, sur la base des techniques actuelles ? Un aller-retour Paris-New York, avec un avion rempli et efficace, cela fait, selon l'Ifen, 275 kilos de carbone émis par personne, soit 55 % du "droit de tirage" annuel. Un Français qui utilise sa voiture dans des conditions moyennes (1,8 personne par véhicule), pour une distance de 15 000 kilomètres par an, émet 412 kilos de carbone, soit 82 % de son "droit à polluer". Une maison individuelle chauffée au gaz naturel émet 1,5 à 2 tonnes de carbone. S'il y a quatre occupants, chacun émet de 400 à 500 kilos par an. Dans l'alimentation, surtout s'il y a du bœuf, des surgelés et des produits qui viennent de loin, comptez 300 à 400 kilos de carbone par personne ayant un bon niveau de vie. Il manque de nombreux postes à ce bilan, dont l'électricité, les achats de produits manufacturés, le traitement des déchets... On comprend pourquoi, en France, la moyenne est de 2 tonnes par personne, quatre fois la norme soutenable pour l'ensemble de l'humanité.

Les données précédentes semblent conduire à une conclusion logique. Pour éviter une catastrophe sans précédent pour l'humanité, et si l'on tient à des objectifs de justice mondiale, il n'y a pas d'autre choix que la décroissance dans les pays qui dépassent les seuils tolérables de ponction sur l'environnement. Quitte à prévoir et à négocier une convergence graduelle des normes, à la baisse pour les pays dont l'empreinte écologique et les émissions de carbone sont trop élevées, à la hausse pour les autres.

Le terme de décroissance a, pour ses défenseurs, un sens principalement symbolique, politique et anthropologique (2): c'est une rupture avec la religion de la croissance et avec l'idée que le bonheur est dans la consommation. Il faudrait penser et anticiper la décroissance en ce sens, plutôt que subir une décroissance classique (récession durable), aussi inévitable que le pic du pétrole (moment où la production pétrolière commencera à diminuer du fait de la baisse des ressources en or noir, entre 2010 et 2030

selon les estimations) et bien d'autres pics si une autre voie n'est pas choisie. Il est vrai que tous les indicateurs alternatifs de développement, de bien-être, de santé sociale et de pression écologique confortent l'idée que, sur de longues périodes, la croissance économique ne conduit pas nécessairement à des progrès du bien-être. Depuis vingt ans, on assiste même fréquemment à une diminution de ce bien-être (3).

Une autre trajectoire d'évolution est-elle possible, qui respecterait les contraintes non négociables de notre "budget environnemental", sans déboucher sur une régression sociale majeure ? Les avocats de la décroissance, qui s'inspirent des thèses (fort différentes) d'Illich et de Georgescu-Roegen, sont flous dans ce domaine. Une de leurs idées à creuser (mais aussi à critiquer, car elle ne règle pas tout) est celle d'une re-localisation des activités humaines: il s'agit de privilégier systématiquement la proximité, les circuits courts et une autre occupation de l'espace, dans une perspective non productiviste exigeant de nouveaux emplois. Le fait qu'un simple yaourt industriel aux fraises contienne des ingrédients qui ont parcouru 9 000 kilomètres avant de se trouver sur notre table est une aberration environnementale. Ajoutée à bien d'autres, cette absurdité condamne à moyen terme la forme actuelle de la mondialisation, aussi sûrement que les dimensions sociales de ses excès. Si les externalités (*) environnementales de la production et de la consommation étaient prises en compte, non pas seulement à leur coût actuel, mais en estimant les risques futurs qu'elles entraînent, qui sont des risques vitaux, le système mondial des transports aériens, maritimes et routiers s'effondrerait. Et il entraînerait dans sa chute bien d'autres secteurs, dont le tourisme mondial et la grande distribution, ainsi que le commerce international des biens. La forte hausse du prix du pétrole, qui n'en est qu'à ses débuts, est peut-être à cet égard une contrainte positive, même si, en l'état, elle affecte fortement les pays pauvres et leur dette, ce qui exigerait des compensations.

Les "objecteurs de croissance" parient sur la viabilité de sociétés de convivialité dégagées de l'obsession du consommer plus. Ils sont jugés réactionnaires (4) par certains opposants, mais ces derniers font l'impasse sur la question écologique initiale et sur celle de la justice mondiale, ce qui affaiblit leur critique.

L'inéluctabilité de la décroissance est contestée par les tenants de l'éco-efficience pour qui, moyennant une forte réorientation des techniques et des pratiques, il serait possible de passer à un régime de croissance durable. Quelles sont leurs propositions ? En matière d'énergie, il s'agirait de lancer des grands travaux en faveur des sources d'énergie renouvelable (éoliennes, capteurs solaires, géothermie, etc.), en attendant l'hypothétique mise au point de moteurs à hydrogène. S'y ajouteraient d'autres grands travaux sur les économies d'énergie, l'habitat écologique et les infrastructures des nouveaux modes de transport. Les transports urbains favoriseraient les modes collectifs les plus propres et la bicyclette. Le recyclage total des matériaux serait une activité de grande ampleur. L'agriculture serait réorientée vers des méthodes moins intensives, puisant moins dans les nappes phréatiques (il faut environ 1 000 tonnes d'eau pour produire une tonne de céréales), peu utilisatrices d'énergie et de produits chimiques. Il faudrait reconstituer massivement les forêts mondiales.

Selon Lester Brown, sans doute le plus connu des représentants de ce courant, une telle restructuration serait « la plus grande opportunité d'investissement de l'histoire ». Mais il ne donne pas de chiffres... Selon Ernst Von Weizsäcker, autre référence mondiale, il serait possible de produire « deux fois plus de bien-être (à ne pas confondre avec deux fois plus de PIB) en consommant deux fois moins de ressources naturelles ».

A vrai dire, une bonne partie de ces propositions se retrouve chez les avocats de la décroissance. Mais ces derniers pensent qu'en laissant intacte la notion de « consommer plus », on assistera à des effets rebonds (cas où les baisses de pollution par unité produite sont anéanties par l'augmentation du nombre d'unités vendues). Les techniques éco-efficientes ne régleraient donc pas le problème des limites absolues des ressources naturelles, si on les met en œuvre en vue de préserver la croissance. Il serait temps que de nouvelles collaborations entre scientifiques et citoyens, en liaison avec des associations et des institutions publiques, nous aident à bâtir des scénarios chiffrés : une croissance durable (« riche en emplois et pauvre en CO₂ », écrivait Alain Lipietz) est-elle vraiment compatible, et dans quel délai, avec une division par trois de l'empreinte écologique des Français, et par quatre ou cinq de leurs émissions de CO₂ ? Cela reste à prouver. La décroissance soutenable est-elle compatible avec le plein-emploi et une bonne protection sociale ? Peut-on distinguer les postes de consommation et les activités qu'il faut impérativement voir décroître et ceux dont l'expansion serait souhaitable et soutenable ? Une forte réduction du temps de travail ne s'impose-t-elle pas ? Peut-on encore défendre des objectifs keynésiens de « relance de la consommation et de l'investissement pour favoriser la croissance et l'emploi » si on ne les accompagne pas de bilans écologiques assurant que cela ne conduit pas à sacrifier le bien-être futur ou à faire courir des risques vitaux à l'humanité ? [...]

Source : « L'impact de la croissance sur l'environnement », Jean Gadrey, Alternatives économiques, n°242, décembre 2005, p.70.

Document 2 : Décroissance ou développement durable ?

La décroissance s'oppose au productivisme économique moderne et donc en partie à la notion de *développement durable*. En effet, le développement durable repose habituellement sur une *croissance durable*. Aussi, le concept est parfois un simple outil marketing utilisé à des fins productivistes. Par exemple, cette déclaration de Michel de Fabiani, président de BP France : « *Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fasse pas au détriment de l'environnement.* » Or selon les partisans de la décroissance, une société qui consomme toujours plus de ressources ne peut pas être respectueuse de l'environnement. [...] Les partisans de la décroissance soutiennent que pour être durable, le développement humain devra au contraire pouvoir se passer d'une croissance économique globale et perpétuelle.

Source : Wikipédia « Développement durable ».

Document 3 : Le développement durable est-il soutenable ?

[...] François Schnelder propose un calcul grossier, mais très éclairant sur ce qui est ici en jeu. Si, pour rétablir la justice à l'horizon 2050, nous devons offrir une consommation par habitant partout équivalente à celle qui prévaut aujourd'hui au Nord, et en supposant que ce dernier se contente du niveau actuel, il nous faudrait disposer d'un espace naturel équivalent à douze planètes! Le seul scénario autorisant l'égalité mondiale à un niveau soutenable impliquerait un doublement de la consommation dans les pays du tiers monde et sa décroissance annuelle de 5% dans les pays industrialisés pendant quarante-huit ans !

On peut certes discuter ces estimations, mais cela ne changera rien au problème. Quand bien même la décroissance nécessaire pour «libérer» les ressources nécessaires au développement du Sud serait de cinq à dix fois inférieure à ce qu'indiquent les chiffres de Schneider, une décroissance serait politiquement impossible et socialement inacceptable. Quand on considère les problèmes sociaux insolubles auxquels nous sommes confrontés dès que la croissance est seulement ralentie, il est évident qu'un recul annuel permanent de la production de 1 % ou même de 0,5% engendrerait un véritable chaos social. Seules des dictatures effroyables pourraient l'imposer avant de s'orienter rapidement vers une autre solution : le génocide des pauvres. Après tout, s'il nous faut deux ou trois planètes pour rendre notre mode de vie soutenable, il «suffirait» de diviser la population mondiale dans les mêmes proportions! Si l'on estime que notre culture relativement démocratique nous interdit d'envisager une telle perspective, il faut se rendre à l'évidence qu'elle nous interdit aussi de promouvoir la décroissance que l'écologie radicale nous présente comme une nécessité vitale.

La seule issue à cette impasse est de rechercher non pas la décroissance, mais une autre croissance qui substitue progressivement la consommation de services immatériels et de matière recyclée aux biens dont la fabrication détruit le patrimoine naturel. Une voiture fabriquée avec les matériaux d'une ancienne voiture et consommant de l'électricité solaire ou éolienne n'est pas produite «au prix d'une baisse du nombre de vies à venir».

Il est heureusement une autre écologie radicale, incarnée par exemple par Lester Brown, qui dessine les contours d'une «écoéconomie». Cette dernière suggère une révolution mentale : loin de considérer l'environnement comme une donnée contraignante à intégrer dans le système économique, elle envisage l'économie comme un outil de production d'un meilleur environnement. Cette économie fondée sur le recyclage des énergies propres et l'essor des services, pourrait à la fois assurer le plein-emploi et le progrès du niveau de vie. Certes, elle implique une autre conception du niveau de vie, qui renonce notamment à l'accumulation indéfinie de biens matériels. Mais si cette mutation culturelle est tout sauf triviale, elle est déjà en cours pour une partie des populations du Nord et elle sera plus aisée pour les trois quarts de l'humanité dont le niveau de vie repose déjà essentiellement sur des biens relationnels et non sur des consommations matérielles.

Source : Jacques Généreux, « Le développement durable est-il soutenable ? », p. 22-23, Alternatives économiques n° 206, septembre 2002

Document 4 : Sans changement, les poissons pourraient disparaître des océans d'ici à 2050

L'EMONDE.FR avec AFP | 03.11.06

Pour la première fois, une étude, publiée dans la revue américaine Science datée du 3 novembre, s'intéresse aux conséquences de la pollution et de la pêche excessive sur le milieu marin. Ses conclusions sont catastrophiques : si rien n'est fait, la quasi-totalité des espèces de poissons et de crustacés pêchés pour la consommation auront disparu des océans avant 2050, alertent les auteurs, des biologistes et des économistes américains et canadiens. "Nos analyses indiquent que sans changement, la situation actuelle laisse présager de sérieuses menaces à la sécurité alimentaire mondiale, la qualité des eaux côtières et la stabilité de l'écosystème qui affecteront les générations actuelles et futures", écrivent-ils.[...]

"IL EST POSSIBLE D'INVERSER LES TENDANCES ACTUELLES"

Cette recherche révèle également que la disparition d'une seule espèce accélère le dérèglement de l'ensemble de l'écosystème. A l'inverse, toute espèce qui retrouve un taux normal de reproduction contribue à la santé et à la stabilité des océans ainsi qu'à leur incapacité d'absorber des chocs comme la pollution et le réchauffement du climat. Une donnée positive qui conduit les chercheurs à se montrer optimistes pour le futur si une prise de conscience intervient assez tôt. "Toutes ces données montrent qu'il est possible d'inverser les tendances actuelles avant qu'il ne soit trop tard", estiment-ils, déplorant toutefois "que seul 1 % des océans est protégé actuellement". "Bien qu'il y ait un coût économique pour préserver la biodiversité marine, à long terme ces mesures de préservation contribuent aussi à la croissance économique", affirme Ed Barbier, économiste à l'université du Wisconsin.

Document 5 : Un objectif européen "ambitieux" (ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 26.03.04)

L'Union européenne (UE) a pour objectif, d'ici à 2010, de produire 22 % de son électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Actuellement, sur les 14 % d'"électricité verte" produits dans l'Union, 12 % sont fournis par l'hydroélectricité.

L'objectif européen est "ambitieux", reconnaît Pablo Fernandez-Ruiz, directeur du programme énergie à la Commission européenne, et "la capacité des énergies renouvelables à concurrencer les technologies existantes sera déterminante".

Actuellement, seuls l'éolien et la biomasse peuvent, en termes de tarifs, rivaliser à la marge avec le gaz, le charbon ou le nucléaire. L'association de protection de la nature WWF doute que l'objectif des 22 % puisse être atteint à la date prévue. Elle a donc demandé début mars à l'UE de tenter d'atteindre 25 % en 2020. Le sixième programme cadre de l'UE (2002- 2006) devrait consacrer 400 millions d'euros au développement des énergies renouvelables, tandis qu'Euratop prévoit de consacrer 190 millions d'euros aux recherches sur le nucléaire.

Document 6 : La décroissance, c'est obliger à plus de démocratie

[...] « Plus nous attendrons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime éco-totalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé. »[...] La science économique a évacué le paramètre écologique de son fonctionnement. Ainsi, elle fonctionne dans le virtuel, déconnectée de la réalité de la biosphère. Réintégrer ce paramètre fondamental peut sembler effrayant : il impose de remettre en question 200 ans de sciences économiques, du néolibéralisme au néo-marxisme. [...] Néanmoins, le risque d'une décroissance imposée demeure vrai. Lester Brown, l'ex président du Worldwatch Institut l'a décrit comme une économie de guerre. [...] Les délires et les fantasmes en la toute puissance de la technoscience nous conduisent plus sûrement encore au Meilleur des Mondes. Dominique Bourg accepte déjà l'idée de modifier le génome humain pour rendre l'Homme résistant à une dégradation importante de la couche d'ozone. Disons que le concept de décroissance soutenable, fondée sur la simplicité volontaire et l'humilité porte moins en lui les gènes de la dictature, qui couvent plus volontiers dans les systèmes idéologiques fondés sur la recherche de puissance. [...]

Source : Décroissance et démocratie, V. Cheynet sur <http://www.decroissance.org>

Document 7 : L'autorégulation de la croissance traditionnelle

Les détracteurs de la décroissance affirment que le progrès technique permettra de résoudre les problèmes de pollution, et que la matière première de l'économie moderne « post-industrielle » est davantage la connaissance que les ressources physiques. Ainsi la croissance du PIB est de plus en plus liée à celle des activités de services, non polluantes et ne consommant pas de matières premières.

La « courbe environnementale de Kuznets »

La description de ce phénomène constaté dans les pays riches, voire certains pays en voie de développement comme la Chine récemment, est permise par une courbe en U inversé (pollution en ordonnée et revenu par habitant en abscisse). Les détracteurs de la décroissance pensent que la croissance permet la diminution ou la disparition de certains types de productions. Ils pensent que le capitalisme permet l'arbitrage vers des ressources plus abondantes ou vers d'autres biens, et qu'il apporte des signaux par les prix du marché quand une ressource devient moins accessible. D'autres estiment que la croissance économique a deux effets contradictoires. L'augmentation de la production provoque une augmentation de la pollution, mais elle permet aussi d'enrichir les citoyens qui deviendraient alors davantage soucieux de l'environnement qui est considéré comme un bien supérieur (de fait les réglementations environnementales sont bien plus contraignantes dans les pays riches démocratiques), de dégager des suppléments de revenus susceptibles d'être alloués à la protection de l'environnement, de diffuser de nouvelles technologies permettant une meilleure utilisation des ressources économiques, enfin les entreprises finissent par réclamer sous la pression des citoyens-consommateurs des mesures visant à protéger un environnement nécessaire à la bonne marche de leurs activités. Sur la base de ces hypothèses, des économistes ont avancé que la croissance était nuisible à l'environnement jusqu'à ce que soit atteint un certain niveau de revenu par habitant au-delà duquel les effets favorables à l'environnement devenaient dominants (cf. graphique ci-contre). Par exemple, la prédiction apocalyptique d'une augmentation de la consommation d'énergie égale à l'augmentation de la production ne se vérifie pas empiriquement : en effet, l'intensité énergétique de la production diminue chaque année pour les pays riches, suite aux chocs pétroliers puis à la dématérialisation croissante de l'économie. Ainsi, l'intensité énergétique des pays de l'OCDE a diminué de 40% depuis 1980, et le Département de l'énergie américain prévoit une diminution de l'intensité énergétique mondiale de 1,8% par an sur la période 2003-2030.

Source : Wikipédia « Développement durable ».

Document 8 : L'effet rebond

Pourtant, dans la pratique, la croissance (même verte ou propre) conduit inexorablement à une augmentation des prélèvements sur le capital naturel. Un exemple simple en a été donné par l'arrivée de l'informatique. Celle-ci a suscité chez les économistes néo-classiques un grand espoir pour la sauvegarde de l'environnement. La transmission d'information par pulsions informatiques devait apporter une réduction la consommation de papier, et ainsi soulager la ressource (forêts) et la nature tout entière (pollution diverses pour la fabrication). Ce fut le contraire qui se produisit : la consommation de papier décupla. Le papier étant abondant, les personnes exigent dorénavant un travail parfait et font de nouvelles impressions jusqu'à satisfaction totale. La facilité de démultiplication des documents produit une inflation de leur reproduction. Cela, sans compter les pollutions propres à la fabrication, au fonctionnement et à la destruction de l'informatique. C'est " l'effet rebond " (6). Le temps est fini de la conscience de la préciosité de sa feuille blanche que l'on préserve soigneusement en la gommant le plus possible avant de la jeter. [...]

Source : <http://www.decroissance.org>

Document 9 : Dix conseils pour entrer en résistance par la décroissance (Par « Casseurs de Pub »)

1 - Se libérer de la télévision

Pour rentrer dans la décroissance, la première étape est de prendre conscience de son conditionnement. Le vecteur majeur de ce conditionnement est la télévision. Notre premier choix sera de s'en libérer. [...] Pour nous informer nous avons le choix : la radio (sans pub), la lecture (sans pub), le théâtre, le cinéma (sans pub), les rencontres, etc.

2 - Se libérer de l'automobile

Plus qu'un objet, l'automobile est le symbole de la société de consommation. Réservée aux 20 % les plus riches des habitants de la Terre, elle conduit inexorablement au suicide écologique par épuisement des ressources naturelles (nécessaires à sa production) ou par ses pollutions multiples qui, entre autres, engendre la montée de l'effet de serre. [...] Nous lui préférons : le refus de l'hypermobilité, la volonté d'habiter près de son lieu de travail, la marche à pied, la bicyclette, le train, les transports en commun.

3 - Refuser de prendre l'avion

Refuser de prendre l'avion, c'est d'abord rompre avec l'idéologie dominante qui considère comme un droit inaliénable l'utilisation de ce mode de transport. Pourtant, moins de 10 % des humains ont déjà pris l'avion. [...] L'avion est le mode de transport le plus polluant par personne transportée. [...]

4 - Se libérer du téléphone portable

Le système engendre des besoins qui deviennent des dépendances. Ce qui est artificiel devient naturel. Comme nombre d'objets de la société de consommation, le téléphone est un faux besoin créé artificiellement par la pub. [...] Nous préférerons au portable le téléphone, le courrier, la parole, mais surtout, nous tacherons d'exister par nous-mêmes au lieu de chercher à combler un vide existentiel avec des objets.

5 - Boycotter la grande distribution

La grande distribution est indissociable de l'automobile. Elle déshumanise le travail, elle pollue et défigure les pourtours des villes, elle tue les centre-ville, elle favorise l'agriculture intensive, elle centralise le capital, etc. [...] Nous lui préférerons : avant tout moins consommer, l'autoproduction alimentaire (potager) puis les commerces de proximité, les marchés, les coopératives, l'artisanat. Cela nous conduira aussi à consommer moins ou à refuser les produits manufacturés.

6 - Manger peu de viande

Ou mieux, manger végétarien. La condition réservée aux animaux d'élevage révèle la barbarie technoscientifique de notre civilisation. L'alimentation carnée est aussi une grave problématique écologique. Mieux vaut manger directement des céréales plutôt que d'utiliser des terres agricoles pour nourrir des animaux destinés à l'abattoir.

Manger végétarien ou manger moins de viande doit aussi déboucher sur une meilleure hygiène alimentaire, moins riche en calories.

7 - Consommer local

Quand on achète une banane antillaise, on consomme aussi le pétrole nécessaire à son acheminement vers nos pays riches. Produire et consommer local est une des conditions majeures pour rentrer dans la décroissance, non dans un sens égoïste, bien sûr, mais au contraire pour que chaque peuple retrouve sa capacité à s'autosuffire. [...]

Source : <http://www.decroissance.org>

Document 10 : La première ville écologique sera chinoise (LE MONDE avril 2006)

Nous sommes en 2010 à Dongtan, première "ville écologique" du monde. Née de rien, au milieu des marais, la cité se situe à l'extrémité orientale de Chongming, la troisième plus grande île chinoise, à l'embouchure du Yangzi.

Aucun des immeubles ne dépasse huit étages. Les toits sont recouverts de gazon et de plantes vertes pour isoler les bâtiments et recycler l'eau. La ville réserve à chaque piéton six fois plus d'espace que Copenhague, l'une des capitales les plus aérées d'Europe. Des bus propres, à piles à combustible, relient les quartiers. Un système d'Intranet planifie la durée du trajet et met en contact les habitants désireux de partager une voiture. Les motos traditionnelles sont interdites : on circule en scooter électrique ou à bicyclette. Les routes ont été dessinées de telle sorte qu'il est plus rapide de rejoindre son travail à pied ou à vélo qu'en voiture. Jusqu'à 80 % des déchets solides sont recyclés. En flambant dans une centrale thermique, les déchets organiques génèrent une partie de l'électricité. On y brûle également les cosses de riz, très calorifiques, abondantes en Chine. Au loin, des éoliennes géantes, propulsées par l'air marin, produisent, elles aussi, du courant. Chaque immeuble possède ses propres éoliennes, de petite taille, et des panneaux à cellules photovoltaïques. La ville s'étire au bord d'un canal. Au cœur d'une réserve naturelle d'une biodiversité exceptionnelle, Dongtan est, en cette année 2010, l'une des attractions offertes aux visiteurs de l'Exposition universelle de Shanghai. Un gigantesque pont-tunnel rapproche, en quarante-cinq minutes, la ville écologique et la mégalopole. Revenons en 2006. Le projet futuriste de Dongtan répond à une évidence : la nécessité pour la Chine, emportée dans une folie constructrice, de privilégier désormais la qualité de sa croissance. Cela suppose une stratégie d'urbanisation radicalement nouvelle, écologiquement durable, alors que le pays va être le théâtre de la plus spectaculaire migration dans l'histoire de l'humanité. D'ici à 2020, la Chine va devoir construire 400 villes nouvelles, soit une vingtaine par an, pour accueillir plus de 300 millions de ruraux. D'où la volonté de créer dans l'île de Chongming une cité exemplaire.[...]

Document 11 : Le protocole de Kyoto (Wikipédia, articles « Protocole de Kyoto » et « Externalité »)

[...] Le **protocole de Kyoto**, a été ouvert à ratification le 16 mars 1998, et est entré en vigueur en février 2005. Il a été ratifié à ce jour par 156 pays à l'exception notable des États-Unis et de l'Australie. [...] Le protocole de Kyoto [...] propose un calendrier de réduction des émissions des 6 gaz à effet de serre qui sont considérés comme la cause principale du réchauffement climatique des cinquante dernières années. Il comporte des engagements absolus de réduction des émissions pour 38 pays industrialisés, avec une réduction globale de 5,2 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990.[...] L'action domestique doit constituer une part « significative » de l'effort de réduction, le recours aux mécanismes du protocole ne venant qu'en supplément : échanges internationaux de permis d'émission, mise en oeuvre conjointe, mécanisme de développement propre (MDP). [...]

Le marché des droits à polluer

L'État fixe, en fonction des contraintes qu'il s'est choisi (traités internationaux type protocole de Kyoto par exemple), la quantité maximale de polluants qu'il souhaite émettre. Puis, il distribue ou vend des « droits à polluer » de façon « équitable » aux pollueurs. Les entreprises polluant moins que prévu par l'État (ou ayant dépollué) sont alors gagnantes : elles peuvent revendre leurs droits à polluer inutilisés à d'autres entreprises qui polluent plus que prévu, et perçoivent donc une récompense pour leur « civisme ». Symétriquement, les entreprises polluant plus sont perdantes, ce qui satisfait au principe pollueur-payeur. [...] Plusieurs marchés de permis d'émission ont été mis en place à l'échelle d'entreprises, de groupes d'entreprises, ou d'États.

Un système européen d'échanges de permis a vu le jour en 2005. À partir de 2008, il devait s'insérer dans le marché mondial prévu dans le Protocole de Kyoto.

Le Mécanisme de développement propre (MDP)

Le mécanisme de développement propre a été créé dans le cadre du protocole de Kyoto afin de permettre aux Occidentaux de réaliser leurs objectifs en investissant dans des projets dans les pays en développement, il est la réponse aux demandes des pays en développement (PED) d'un mécanisme financier qui appuie le développement économique en adoptant des méthodes de production plus « propres ». [...]

Remise en cause

Depuis sa création, le traité est remis en cause par divers lobbies ou scientifiques qui considèrent que le réchauffement climatique n'est pas d'origine humaine et critiquent de ce fait l'utilité du protocole de Kyoto qui engendrerait à la place des dépenses inutiles. C'est par exemple le cas de Ian Clark qui soutient cette théorie controversée et qui présente l'activité solaire comme la principale cause du réchauffement. L'Institut économique Molinari a repris cette théorie dans son rapport *Les coûts économiques et l'inefficacité du protocole de Kyoto*. Claude Allègre, géophysicien de formation, est de ceux qui mettent en doute le « dogme » du réchauffement climatique d'origine humaine, en particulier dans un article de *L'Express* où il déclare : « La cause de cette modification climatique est inconnue. Est-ce l'homme? Est-ce la nature? Les archives glaciaires ou historiques nous indiquent que le climat est un phénomène capricieux. Les théories météorologiques mathématiques le confirment. Donc, prudence. »

Document 12 : La décroissance est-elle souhaitable ?

Sortir d'une économie fondée sur les énergies fossiles est une idée de plus en plus partagée. Mais cela n'implique pas de tourner le dos au bien-être.

La décroissance est une idée qui commence à faire parler d'elle. En France, elle avait déjà son journal, distribué en kiosque (1), elle a depuis peu son parti politique, qui devrait présenter une douzaine de candidats aux législatives cette année. Le Parti pour la décroissance, né en avril 2006, propose de *"démanteler les agences de publicité, véritable organe de propagande de la société de consommation"*. Il souhaite *"la sortie progressive de l'automobile et de sa civilisation", "la sortie progressive des énergies fossiles", "l'interdiction de posséder plus de deux logements", "l'instauration progressive d'un revenu maximum autorisé, à hauteur de trois fois le Smic"* (2). Ces propositions et d'autres tout aussi radicales inquiètent, font rire, agacent et sont volontiers tournées en ridicule. Pourtant, difficile de ne pas partager le constat dressé par ces avocats d'une rupture radicale de notre société de consommation. *"Les sociétés occidentales, écrivent-ils, puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique, fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements"* (3). Ce diagnostic, il faut s'en réjouir, n'est plus vraiment contesté. Selon l'Agence internationale de l'énergie, qui n'est pas spécialement un club de plaisantins, la poursuite des tendances actuelles signifierait un doublement de la consommation des combustibles fossiles à l'horizon 2050. Et les scientifiques du Groupe international d'experts sur le climat (Giec) peinent à trouver parmi leurs pairs des voix réfutant que cette évolution se traduirait par une augmentation moyenne des températures de l'ordre de 2°C à la fin du siècle. Avec à la clé une quasi-certitude de chocs sociaux planétaires liés à l'élévation du niveau des mers ou aux violentes perturbations des systèmes agricoles. Sans oublier la compétition accrue pour l'accès aux matières premières, dont la Chine en donne le spectacle en avant-première avec ses grandes manœuvres en Afrique sous l'œil inquiet du monde occidental.

L'oxymore du développement durable

Nous allons droit dans le mur, mais en dépit de tous les panneaux "Danger !", la voiture ne ralentit pas. Comment alors ne pas comprendre la posture radicale des partisans d'une société de décroissance ? Les pouvoirs publics ont jusqu'à présent surtout fait la preuve de leur incapacité à faire appliquer par les acteurs économiques des orientations elles-mêmes extrêmement en retrait par rapport à la réalité des enjeux.

Le changement climatique ? Une convention internationale pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre a été signée il y a déjà quinze ans. Mais il a fallu attendre cinq ans pour que les Etats s'entendent sur des maigres objectifs chiffrés. A l'époque, les réalistes tañaient vertement les puristes sur le mode: "N'en demandez pas trop, sinon les Américains ne signeront pas." Les Etats-Unis ont signé... puis se sont rétractés. Quant aux Européens, ils sont tout juste parvenus à stabiliser en 2006 leurs émissions de carbone par rapport à 1990, et non à les diminuer des quelques pour cent promis.

Même constat pour la protection des ressources marines ou la préservation de la biodiversité: entre raison économique et conscience écologique, entre Organisation mondiale du commerce et droit international de l'environnement, c'est le pot de fer contre le pot de terre. Rien d'étonnant alors si le développement durable est considéré par les partisans de la décroissance comme un oxymore, quand chaque institution, chaque entreprise, chaque individu en parlent, comme Monsieur Jourdain, si merveilleusement la langue.

Reste que l'idée de décroissance trébuche sur deux questions au demeurant liées: celle du progrès technologique, qui donne des marges de manœuvre par rapport aux limites physiques de la planète, et celle de la nature du régime politique qu'il faudrait mettre en place pour instaurer des changements radicaux.

Consommer autrement

Car il ne faut pas se tromper de combat. L'enjeu n'est pas en soi de consommer moins, mais de rendre cette consommation socialement et écologiquement durable, notamment en éliminant progressivement le recours aux énergies fossiles et en répartissant cet effort entre riches et pauvres et entre générations présentes et futures. Un tel objectif implique certes une décroissance forte de certains secteurs (le transport aérien et routier...), mais aussi la croissance rapide d'autres activités

économiques (l'isolation de l'habitat, les transports en commun, la production d'énergie renouvelable, les technologies de l'information, etc.). La jouissance de certains biens ou services devra donc être limitée ou interdite, mais la sobriété énergétique ne signifie en aucune manière l'austérité, les maisons sombres et froides et la fin de la mobilité.

Si les avocats de la décroissance minimisent à ce point le potentiel d'innovations technologiques pour "décarboner" l'économie, c'est que l'histoire leur a donné jusqu'à présent plutôt raison. Les importants gains d'efficacité énergétique que nous réalisons sont largement mangés par "l'effet rebond": les autos consomment moins au kilomètre, mais on les utilise de plus en plus quand on pourrait prendre le train ou le vélo...

Ce scepticisme à l'égard du progrès technologique pose néanmoins des problèmes. S'il faut sortir d'une économie fondée sur les énergies fossiles, faut-il pour autant négliger l'amélioration des techniques de forage, du rendement des centrales thermiques, de l'efficacité des moteurs et, surtout, la recherche sur la séquestration et le stockage du CO₂ pour en réduire les émissions ? Les décennies ainsi gagnées pour l'humanité pourraient pourtant faire toute la différence entre une transition violente et une transition pacifique entre l'avant et l'après-fossiles. De même, faut-il a priori proscrire l'énergie nucléaire ou les nanotechnologies ? Ou pousser dans de tels secteurs également une recherche qui offrira peut-être des opportunités socialement et écologiquement acceptables ?

La question du rapport à la technique conduit à celle du politique. Les avocats de la décroissance ne plaident pas pour une sobriété qui s'appliquerait à ceux qui sont déjà dépourvus de tout, au Nord comme au Sud. Serge Latouche, principal théoricien français de la décroissance, écrit: *"Construire une société de décroissance au Sud passe bien évidemment par une augmentation de l'empreinte écologique de ces pays et de leur PIB. Il n'y a aucune raison pour qu'un Indien doive restreindre ses émissions de CO₂ dans l'atmosphère à une tonne par an afin de permettre à un Américain de continuer à en rejeter vingt fois plus"* (4).

La pédagogie des catastrophes

Mais dans les sociétés riches, et à partir du moment où l'on a disqualifié le progrès technique pour desserrer l'étau des contraintes, comment faire pour susciter l'adhésion des consommateurs à des mots d'ordre tels que l'abolition de l'automobile, de la télévision, des téléphones portables ou l'adoption du régime quasi végétarien ? Instaurer (mais, demanderait Staline, avec combien de divisions ?) une "dictature verte" pour imposer ce que les démocraties sont impuissantes à mettre en œuvre n'est guère dans les idéaux des partisans de la décroissance. Raison pour laquelle beaucoup misent sur ce que Serge Latouche appelle *"la pédagogie des catastrophes"*. Or, de Bhopal à Katrina en passant par Tchernobyl, il n'est pas sûr que toutes les leçons aient été tirées. Pas assez de morts ? Le "plus jamais ça" de 1918 n'a pas empêché 1939, ni Auschwitz le Rwanda. Cette position est indéfendable. Cassandra a pourtant raison de rappeler aux citoyens qu'ils ne peuvent se permettre d'agir trop peu. Car un jour, il sera trop tard.

Antoine de Ravignan Alternatives Economiques - Hors-série n°72 - Février 2007

*TD inspiré de celui de M. Galy (toileuses.org)

CONSIGNES DE TRAVAIL : Ce travail sera la base de votre argumentaire lors du débat en classe.

1. Chercher la définition de « décroissance ».
2. Chercher des chiffres concernant les effets néfastes de la croissance sur l'environnement.
3. Lire chacun des documents en repérant les arguments en faveur du développement durable et ceux en faveur de la décroissance. Les classer dans un tableau.